

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Diplomatie parlementaire : vers un partenariat entre le Sénat et le GCTP



Photo: Jocelyn ABILLA

Le président du GCTP posant avec celui du Sénat au terme de leur échange.

Y.F.I
Libreville/Gabon

APRÈS son intervention à l'Assemblée nationale, lundi, le président du Conseil global pour la tolérance et la paix (GCTP), Ahmed Mohamed Aljarwan, par ailleurs ancien président du Parlement arabe, a été reçu hier par la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson-Mboussou. C'était en présence entre autres de Noël Nelson Messone, ambassadeur du Gabon près les États-Unis et

Luc Oyoubi, premier vice-président de l'Assemblée nationale. Comme à l'Assemblée nationale, le diplomate émirati a salué les efforts du Gabon en matière de promotion et de préservation de la paix. "J'ai appris de votre culture, de votre pays", a-t-il déclaré au sortir de sa séance de travail avec la responsable de la chambre haute du Parlement. Selon lui, le Gabon fait office de bon élève dans ce domaine. Aussi a-t-il sollicité un partenariat entre le Sénat et son organisation. Une collaboration tombant à point nommé d'autant que

le pays s'apprête à organiser trois élections (locales, législatives et présidentielle). Il va sans dire que les politiques et les médias auront un rôle prépondérant à jouer en matière de promotion de la tolérance et de la paix. Une organisation proposant des formations dans ces deux domaines destinées aux politiques, journalistes et autres acteurs impliqués dans ledit challenge. Bon à savoir, le CGTP a été porté sur les fonts baptismaux en 2017 et comprend pas moins de 95 membres et autres représentations. Son siège se trouve à Malte.

Législatives partielles : la campagne électorale s'ouvre aujourd'hui

O. N.
Libreville/Gabon

SELON le calendrier dernièrement publié par le Centre gabonais des élections (CGE), le 1er tour des élections législatives partielles va se tenir le 15 octobre prochain. Et en cas de second tour, celui-ci aura lieu le samedi 29 octobre. Mais avant tout les candidats bénéficieront d'une période de campagne qui débute ce mercredi 5 octobre, pour prendre fin le vendredi 14 octobre prochain. Trois circonscriptions électorales sont concernées par ces échéances. Il s'agit du 1er siège du département de l'Ogoulou qui comprend la commune de Mimongo en plus des cantons Haut-Ogoulou et Haute-Dikobi dans la province de la Ngounié; le siège unique du 1er arrondissement de la commune de Tchibanga dans la Nyanga; et le 2e siège du département de la Zadié dans l'Ogooué-Ivindo. Le CGE a retenu quatre candidatures dans la 1re circonscription : Sadié Charles du Parti démocratique gabonais (PDG) avec comme suppléant Matiba Joseph; Mbigou Andréa Ghislaine du Parti social

démocrate (PSD) avec comme suppléante Mogoja Jeanne; Ngoma Madougou Senturel du Rassemblement héritage et modernité (RHM) avec pour suppléant Moubeye Désiré; et Bisselo Alain Bruno, indépendant avec pour suppléant Massande Nzokou. Au niveau du premier arrondissement de Tchibanga, il y a cinq candidats. À savoir trois indépendants et deux représentants des partis politiques. Les indépendants sont: Mouity Marie Stéphanie avec pour suppléant Délicat Étienne; Manfoumbi Aristide avec comme suppléant Kombila Kombila André Paul; et Mouloungui Crépin Thérance avec pour suppléante Dikambi-Nziengui Estelle Tatiana Yvette. Les représentants des partis politiques sont Yembit Jean-Charles (PDG) avec pour suppléant Moussavou Bibadjie Édouard; et Manomba Boulingui Marie-France (Les Démocrates) dont le suppléant est Moukongo Jean Yves Delamontagne. À Mékambo les "Pdgistes" Bokamba-Ndombi Atabi Franck Ulrich et Youmamalonga (suppléant) affronteront les Sociaux-démocrates Dibadibadji et Ibouba Lydie Claire (suppléante).



Photo: DR/L'Union

Le président du CGE Moïse Bibalou Koumba © et ses vice-présidents lors d'une précédente sortie.

Tribune des partis politiques Démagogie!

LE récent passage d'Alexandre Désiré Tapoyo, président du Mouvement des réformateurs (MOREF), écurie politique en gestation, à l'émission "Le Métronome" diffusée sur TéléAfrica mérite bien toute notre attention. Et pour cause, elle mérite d'être étudiée dans les universités et grandes écoles de sciences politiques. Non pas que la tête de file du MOREF se soit livrée une prestation mémorable; bien au contraire, ce dernier s'est plutôt illustré négativement. Confortant ainsi l'idée, très répandue sous les Tropiques, selon laquelle la politique [du moins sa pratique] est tout sauf noble et élitiste. "(...) Je voulais savoir si dans la politique, il y avait un démon. C'est pour cela que je suis venu en politique pour combattre certaines pratiques", a déclaré le fils putatif de

Jean-Boniface Asselé. Justement, les pratiques décriées parlons-en! L'ancien délégué général adjoint du Centre des libéraux réformateurs (CLR) positionne son mouvement dans "l'extrême centre" avec un soutien inconditionnel et indéfectible au président Ali Bongo Ondimba qui n'est plus à présenter. Bien malin qui – excepté Tapoyo lui-même – pourra situer mais surtout expliquer que signifie l'extrême centre en politique? Non sans s'adonner, comme on pouvait s'y attendre, à la flagornerie en direction du chef de file de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). "Je soutiens Ali Bongo Ondimba pour la simple raison que celui-ci n'a jamais volé l'argent public. (...) On peut lui attribuer plusieurs défauts mais pas celui d'avoir volé"...

Point besoin d'être spécialiste en "science pô" pour comprendre qu'il s'agit ni plus ni moins d'une cour forcée éhontée d'un acteur politique en quête d'un retour dans les bonnes grâces des tenants du pouvoir. C'est dire que les élections générales à venir suscitent toutes les convoitises y compris bien évidemment celles de Tapoyo qui ne s'en cache pas ou presque pas. Même si, a-t-on coutume de dire, en politique la fin justifie les moyens.

Yannick Franz IGOHO